ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 27 février 1998, d'une demande d'avis sur un avant-projet de loi "portant modification de la loi du 28 décembre 1983 sur le débit de boissons spiritueuses et sur la taxe de patente", a donné le 22 avril 1998 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 27 februari 1998 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 28 december 1983 betreffende het verstrekken van sterke drank en betreffende het vergunningsrecht", heeft op 22 april 1998 het volgende advies gegeven :

EXAMEN DU PROJET

Proposant, formule de présentation et contreseings

Le texte est proposé par le seul ministre des Finances alors qu'il contient des dispositions relatives à des compétences du ministre de la Justice. Tel est le cas de l'article 12, § 2, alinéa 3, de l'avant-projet qui attribue au juge de paix la compétence de désigner un tiers-arbitre en cas de litige sur l'assiette de l'impôt des endroits et locaux affectés à l'exploitation d'un débit de boissons - compétence confiée dans le texte actuellement en vigueur au président du tribunal de première instance. Tel est aussi celui de l'article 12, § 4, qui charge ce juge de recevoir le serment des experts et tiers-arbitre.

Il convient dès lors de mentionner également le ministre de la Justice tant dans le proposant que dans la formule de présentation de l'avant-projet de loi et que ce ministre contresigne ledit avant-projet.

Dispositif

Article 1er

Selon cette disposition, le présent projet règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Toutefois, l'article 12 précité règle, quoique de manière incidente, une matière visée à l'article 77 de la Constitution. En effet, les règles relatives aux compéten-

ces du pouvoir judiciaire, c'est-à-dire les différents pouvoirs attribués à un juge, ressortissent du bicaméralisme intégral.

L'article 1er sera dès lors rédigé comme suit :

"Article 1er La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution, à l'exception de l'article 12 qui règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.".

Article 2

1. Il convient de mentionner la modification subie par l'article 1er de la loi du 28 décembre 1983 sur le débit de boissons spiritueuses et sur la taxe de patente et dès lors d'insérer dans la phrase liminaire de cette disposition, les mots "modifié par l'arrêté royal du 27 novembre 1996," entre les mots "taxe de patente" et les mots "sont apportées".

2. Il y a lieu d'éviter d'interrompre une énumération par une phrase incidente. Il est dès lors proposé de rédiger comme suit le 7° en projet :

"7° assiette de l'impôt : la quotité du revenu cadastral des endroits et locaux affectés au débit, déterminée par le fonctionnaire compétent de l'Administration du cadastre et adaptée annuellement, le 1er janvier, à l'indice des prix à la consommation, conformément à l'article 518, alinéa 2, du Code des impôts sur les revenus 1992;".

3. Il est proposé de rédiger comme suit l'8° en projet :

"8° revenu cadastral : le revenu cadastral déterminé en application du titre IX du Code des impôts sur les revenus 1992;".

Article 3

1. A l'alinéa 4, 2°, de la disposition en projet, il convient d'insérer les mots "du ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement" entre les mots "denrées alimentaires" et les mots "en application de".

Par ailleurs, il n'y a pas lieu de mentionner les modifications apportées à l'arrêté royal du 4 décembre 1995 soumettant à une autorisation les lieux où des denrées alimentaires sont fabriquées ou mises dans le commerce ou sont traitées en vue de l'exportation.

2. A l'alinéa 4, 3°, il est suggéré d'insérer le mot "ou" entre les mots "article 11, § 1er," et "en ce qui concerne les autres personnes".

3. Il est proposé de rédiger comme suit le 4° de l'alinéa 4 :

"4° du document de l'Administration du cadastre, visé à l'alinéa 3, déterminant l'assiette de l'impôt.".

Article 4

On rédigera comme suit la disposition en projet :

"Art. 6 Sans préjudice de l'application de l'article 473 du Code des impôts sur les revenus 1992, tout changement au débit, de nature à en modifier l'assiette de l'impôt, doit être déclaré au service désigné par le ministre des Finances, dans les trente jours de l'achèvement desdits travaux.".

Article 6

Afin de faire apparaître la réelle portée de la modification apportée à l'article 11 de la loi du 28 décembre 1983 précitée, il est proposé de rédiger comme suit l'article 6 de l'avant-projet :

"Art. 6 A l'article 11, § 1er, 9°, de la même loi, les mots "à l'exception des mineurs ayant dix-huit ans accomplis qui ont été légalement autorisés à faire le commerce;" sont supprimés.".

Article 7

1. Il convient de mentionner la modification subie par l'article 14 de la loi du 28 décembre 1983 précitée et, dès lors, d'insérer dans la phrase liminaire de cette disposition, les mots "modifié par l'arrêté royal du 27 novembre 1996," entre les mots "de la même loi" et les mots "est remplacée".

2. La division en paragraphes ne se justifie pas dès lors que chacun des paragraphes ne contient qu'un alinéa. Par conséquent, au paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, les mots "au paragraphe 1er" seront remplacés par les mots "à l'alinéa 1er".

Article 10

La portée réelle de la modification consiste à remplacer dans l'alinéa 2 de l'article 17 de la loi du 28 décembre 1983 :

- les mots "la valeur locative par le contrôleur en chef des accises" par les mots "la nouvelle quotité du revenu cadastral indexé" et

- les mots "l'évaluation du contrôleur en chef des accises" par les mots "l'établissement de la nouvelle quotité du revenu cadastral indexé".

Pour mieux faire apparaître cette portée, il est proposé de rédiger comme suit l'article 10 de l'avant-projet :

"Art. 10 A l'article 17, alinéa 2, de la même loi, les mots "la valeur locative par le contrôleur en chef des accises" sont remplacés par les mots "la nouvelle quotité du revenu cadastral indexé" et les mots "l'évaluation du contrôleur en chef des accises" par les mots "l'établissement de la nouvelle quotité du revenu cadastral indexé".".

Article 11

A l'alinéa 3 de l'article 18 en projet, on écrira "réclamation régulière" au lieu de "réclamation réglementaire".

Article 12

Plutôt que de remplacer entièrement l'article 19 en projet, il aurait été de meilleure technique rédactionnelle de n'apporter à cette disposition que les seules modifications que justifie l'introduction du nouveau concept présidant à la fixation de l'assiette de l'impôt, à savoir "la quotité du revenu cadastral".

Article 13

L’ajout à l’article 21 de la loi, d’un paragraphe 4 disposant que l’article 476 du C.I.R. 92 reste "de stricte application", n’est pas clairement justifié dans l’exposé des motifs, qui se borne à rappeler la teneur dudit article du Code.

Selon les informations fournies par le fonctionnaire délégué, l’intention des auteurs de l’avant-projet est de dispenser l’administration du cadastre d’obtenir l’autorisation du juge au tribunal de police, que l’article 21, § 2, de la loi requiert pourtant, dans certaines hypothèses, des autorités désignées à l’article 23.

Le Conseil d’Etat n’aperçoit toutefois pas pourquoi, s’agissant de la taxe sur la patente, l’administration du cadastre est dispensée de l’autorisation du juge du tribunal de police, alors que les agents visés à l’article 23 ont cette obligation. Le caractère juridiquement admissible de la disposition devrait être démontré par les auteurs du projet, dans un complément à l’exposé des motifs.

Article 15

Afin d’éviter tout risque de confusion quant à l’intitulé de la loi à laquelle il est fait référence dans l’article 31 de la loi du 28 décembre 1983, il est proposé de rédiger comme suit cette disposition :

"Art. 15 A l'article 31 de la même loi, les mots "concernant le recouvrement" sont remplacés par les mots ", qui concernent l'exécution parée,".".

Observation finale

Le texte néerlandais du projet devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

Voordracht-, indienings- en ondertekeningsformulier

De tekst wordt voorgedragen door de Minister van Financiën alleen, terwijl hij bepalingen bevat met betrekking tot bevoegdheden van de Minister van Justitie. Zulks is het geval met artikel 12, § 2, derde lid, van het voorontwerp dat de vrederechter de bevoegdheid opdraagt een derdescheidsrechter aan te wijzen indien er een geschil rijst over de grondslag van de belasting op de plaatsen en lokalen bestemd voor de exploitatie van een drankgelegenheid - welke bevoegdheid in de thans geldende tekst wordt opgedragen aan de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg. Zulks is eveneens het geval met artikel 12, § 4, dat die rechter ermee belast de eed af te nemen van de deskundigen en derdescheidsrechter.

Bijgevolg dient zowel in het voordrachtformulier als in het indieningsformulier van het voorontwerp van wet tevens melding te worden gemaakt van de Minister van Justitie en dient die minister het genoemde voorontwerp mede te ondertekenen.

Bepalend gedeelte

Artikel 1

Luidens deze bepaling regelt dit ontwerp een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Het voormelde artikel 12 regelt evenwel, hoewel op incidentele wijze, een aangelegenheid als bedoeld in

artikel 77 van de Grondwet. De regels betreffende de bevoegdheden van de rechterlijke macht, dit wil zeggen de verschillende aan een rechter opgedragen bevoegdheden, ressorteren immers onder het volledige bicamerisme.

Artikel 1 dient bijgevolg als volgt te worden gesteld :

"Artikel 1 Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet, met uitzondering van artikel 12 dat een aangelegenheid regelt als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet;".

Artikel 2

1. Er dient melding te worden gemaakt van de wijziging die artikel 1 van de wet van 28 december 1983 betreffende het verstrekken van sterke drank en betreffende het vergunningsrecht heeft ondergaan en bijgevolg dienen in de inleidende zin van die bepaling de woorden "gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 november 1996" te worden ingevoegd tussen de woorden "vergunningsrecht" en de woorden "worden de volgende wijzigingen aangebracht :".

2. Het onderbreken van een opsomming door een tussenzin dient te worden vermeden. Bijgevolg wordt voorgesteld de ontworpen bepaling onder 7° als volgt te redigeren :

"7° grondslag van de belasting : het gedeelte van het kadastraal inkomen van de plaatsen en lokaliteiten bestemd als drankgelegenheid, vastgesteld door de bevoegde ambtenaar van de Administratie van het kadaster

en jaarlijks op 1 januari aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen, overeenkomstig artikel 518, tweede lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992;".

3. Voorgesteld wordt het ontworpen onderdeel 8° als volgt te redigeren :

"8° kadastraal inkomen : het kadastraal inkomen vastgesteld met toepassing van titel IX van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992;".

Artikel 3

1. In het vierde lid, 2°, van de ontworpen bepaling dienen tussen de woorden "Eetwareninspectie" en de woorden "afgeleverde vergunning" de woorden "van het Ministerie van Sociale zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu" te worden ingevoegd.

Bovendien dient geen melding te worden gemaakt van de wijzigingen aangebracht in het koninklijk besluit van 4 december 1995 tot onderwerping aan vergunning van plaatsen waar voedingsmiddelen gefabriceerd of in de handel gebracht worden of met het oog op de uitvoer behandeld worden".

2. Voorgesteld wordt in de Franse tekst van het vierde lid, 3°, het woord "ou" in te voegen tussen de

woorden "article 11, § 1er" en "en ce qui concerne les autres personnes".

3. Voorgesteld wordt onderdeel 4° van het vierde lid als volgt te redigeren :

"4° het in het derde lid bedoelde document van de Administratie van het kadaster, waarin de grondslag van de belasting wordt vastgesteld.".

Artikel 4

De ontworpen bepaling moet als volgt worden gesteld :

"Art. 6 Onverminderd de toepassing van artikel 473 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, moet elke verandering aan de drankgelegenheid die de grondslag van de belasting kan wijzigen, worden aangegeven aan de door de minister van Financiën aangewezen dienst, binnen dertig dagen na de voltooiing van de bedoelde werken.".

Artikel 6

Om de werkelijke strekking van de in artikel 11 van de voormelde wet van 28 december 1983 aangebrachte wijziging tot uiting te laten komen, wordt voorgesteld artikel 6 van het voorontwerp als volgt te redigeren :

"Art. 6 In artikel 11, § 1, 9°, van dezelfde wet, vervallen de woorden ", met uitzondering van de minderjarigen die de leeftijd van achttien jaar hebben bereikt en die wettelijk gemachtigd zijn om handel te drijven.".

Artikel 7

1. De wijziging die artikel 14 van de voormelde wet van 28 december 1983 heeft ondergaan dient te worden vermeld en bijgevolg dienen tussen de woorden "van dezelfde wet" en "wordt vervangen" de woorden "gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 november 1996" te worden ingevoegd.

2. Er is geen reden om het artikel in te delen in paragrafen aangezien elke paragraaf slechts één lid bevat. In paragraaf 2, die het tweede lid wordt, moeten de woorden "in § 1" vervangen worden door de woorden "in het eerste lid".

Artikel 10

De wijziging strekt in werkelijkheid tot het vervangen, in het tweede lid van artikel 17 van de wet van 28 december 1983, van :

- de woorden "de huurwaarde door de hoofdcontroleur der accijnzen" door de woorden "het nieuwe afgesplitste gedeelte van het geïndexeerd kadastraal inkomen" en

- de woorden "de schatting door de hoofdcontroleur der accijnzen" door de woorden "de vaststelling van het nieuwe afgesplitste gedeelte van het geïndexeerd kadastraal inkomen".

Om zulks beter tot uiting te laten komen, wordt voorgesteld artikel 10 van het voorontwerp als volgt te redigeren :

"Art. 10 In artikel 17, tweede lid, van dezelfde wet, worden de woorden "de huurwaarde door de hoofdcontroleur der accijnzen" vervangen door de woorden "het nieuwe gedeelte van het geïndexeerde kadastraal inkomen" en de woorden "de schatting door de hoofdcontroleur der accijnzen" door de woorden "de vaststelling van het nieuwe gedeelte van het geïndexeerde kadastraal inkomen".".

Artikel 11

In de Franse tekst van het derde lid van het ontworpen artikel 18 schrijve men "réclamation régulière" in plaats van "réclamation réglementaire".

Artikel 12

In plaats van het ontworpen artikel 19 volledig te vervangen, zou het uit redactioneel oogpunt beter zijn in die bepaling alleen de wijzigingen aan te brengen waartoe reden bestaat op grond van het invoeren van het nieuwe

begrip waarop de vaststelling van de grondslag van de belasting berust, te weten "het gedeelte van het kadastraal inkomen".

Artikel 13

Voor de aanvulling van artikel 21 van de wet met een paragraaf 4, waarin bepaald wordt dat artikel 476 van het W.I.B. 92 "van strikte toepassing" blijft, wordt geen duidelijke reden opgegeven in de memorie van toelichting, die zich ertoe bepaalt de inhoud van het genoemde artikel van het Wetboek in herinnering te brengen.

Volgens de door de gemachtigde ambtenaar verstrekte inlichtingen, ligt het in de bedoeling van de stellers van het voorontwerp, de Administratie van het kadaster te ontslaan van de verplichting om de machtiging van de rechter in de politierechtbank te verkrijgen, wat in artikel 21, § 2, van de wet nochtans in bepaalde gevallen wordt vereist, zijdens de in artikel 23 aangewezen overheden.

Het is de Raad van State evenwel niet duidelijk waarom de Administratie van het kadaster, wat het vergunningsrecht betreft, wordt vrijgesteld van de machtiging van de rechter in de politierechtbank, terwijl de in artikel 23 vermelde ambtenaren die machtiging wel moeten hebben. De stellers van het ontwerp zouden in een aanvulling op de memorie van toelichting moeten aantonen dat de bepaling juridisch aanvaardbaar is.

Artikel 15

Om elk risico van verwarring te voorkomen in verband met het opschrift van de wet waarnaar wordt verwezen in artikel 31 van de wet van 28 december 1983, wordt voorgesteld die bepaling als volgt te stellen :

"Art. 15 In artikel 31 van dezelfde wet, worden de woorden "betreffende de invordering" vervangen door de woorden", die betrekking hebben op de dadelijke uitwinning,".".

Slotopmerking

Op de Nederlandse tekst van verscheidene bepalingen van het ontwerp is uit een oogpunt van wetgevingstechniek en correct taalgebruik een en ander aan te merken. Bij wijze van voorbeeld worden hieronder enkele tekstvoorstellen gedaan.

In artikel 2, a), van het ontwerp schrijve men "de bepaling onder 7°" in plaats van "de 7°". Dezelfde opmerking geldt mutatis mutandis voor artikel 2, b).

Voorgesteld wordt in het ontworpen artikel 3, paragraaf 1, (artikel 3 van het ontwerp) de volgende wijzigingen aan te brengen :

- in het eerste lid : "om de vergunning te verkrijgen ...";

- in het vierde lid, 2° : "een afschrift van de vergunning afgegeven door ... overeenkomstig het koninklijk besluit van ...";

- in het vijfde lid : "Het plan en de kopie van de vergunning afgegeven door ...".

In artikel 8 van het ontwerp schrijve men : "In artikel 15, eerste lid, van ...".

In het ontworpen artikel 18, eerste lid, (artikel 11 van het ontwerp) schrijve men "gewestelijk directeur der douane en accijnzen van het gebied ...". In het derde lid van dat artikel schrijve men in fine "artikel 3, § 1, vierde lid, 4°".

La chambre était composée de

Messieurs R. ANDERSEN, président de chambre,
de Heren kamervoorzitter,

C. WETTINCK, conseillers d'Etat,
P. LIENARDY, staatsraden,

F. DELPEREE, assesseurs de la section de législation,
J.-M. FAVRESSE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame M. PROOST, greffier,
Mevrouw griffier.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur chef de section. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme G. JOTTRAND, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De kamer was samengesteld uit

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, eerste auditeur afdelingshoofd. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. G. JOTTRAND, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST R. ANDERSEN